

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 27 SEPTEMBRE 2021

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 31 du point 0 au point 8 – 30 au point 9 – 31 du point 10 au point 15

Représentés : 4

Excusés : /

Absent : 1 – C. PROPONET pour le point 9

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept septembre à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET (SAUF POUR LE POINT 9), MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MMES YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, FERYN, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MME LEANZA, M. RODRIGUES, MME BERNIER, M. LEBAS FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME NAOUM-GHAZIEFF POUVOIR A M. LACAMBRE

M. DEBBI POUVOIR A M. JANUS

MME HADJIAT POUVOIR A MME LOYAU

MME LACARRIERE-FARGES POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD

EXCUSÉS : /

ABSENT : 1 – C. PROPONET pour le point 9

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy BOUKOUNA** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D212709-3

Compte-rendu de l'activité des élus de la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay (CPS)

N° D212709-3

OBJET : COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITE DES ELUS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS-SACLAY (CPS).

RAPPORTEUR : MARIE-HELENE MICHON

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

L'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales prévoit que : « *les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'EPCI* ».

Cette disposition a été appliquée pour la première fois à Chilly-Mazarin, le 8 février 2021, conformément à l'article 29 du règlement intérieur du conseil municipal.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-39 relatif au compte-rendu fait au conseil municipal par les représentants de la commune à l'EPCI,

VU le compte-rendu au conseil municipal réalisé par les représentants de la commune au conseil communautaire,

VU la commission du personnel, de l'administration générale et des intercommunalités du 21 septembre 2021,

D É L I B E R E

ARTICLE UNIQUE : DONNE ACTE à ses représentants au conseil communautaire du compte-rendu qui lui a été présenté.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 27 septembre 2021



**La Maire,
Rafika REZGUI**

Conseil municipal du 27 septembre 2021

Compte rendu des conseillers communautaires

Ce compte-rendu est établi en application de l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que « *les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'EPCI* ».

Au cours des six derniers mois, la communauté d'agglomération Paris-Saclay (CPS) a poursuivi la mise en place de ses instances et a engagé des actions qui auront des conséquences importantes pour les habitants du territoire.

I. La mise en place des instances communautaires

Le précédent rapport des conseillers communautaires en février avait présenté l'avancement de la mise en place des instances. Cette mise en place s'est poursuivie et la définition des principes de fonctionnement du mandat 2020-2026 s'est précisée.

- a. Le pacte financier et fiscal de solidarité a été adopté par le conseil communautaire le 30 juin 2021 :
 - De grands principes d'équilibre financier ont été actés (un objectif cible de capacité de désendettement à 10 ans en fin de mandat en 2026, une épargne nette positive avec une décision collective des élus sur la marche à suivre dans le cas où celle-ci serait pressentie négative),
 - Une Dotation de solidarité communautaire (DSC) répondant aux critères légaux a été définie, suite à l'intervention de la Chambre régionale des comptes. L'assiette de la DSC correspond à 33% de la dynamique fiscale constatée entre 2015 et l'année N-1 de la redistribution, sur les taxes économiques (CFE, CVAE, IFER, Tascom). La redistribution de l'enveloppe sera basée sur les pondérations suivantes :
 - 20% : Revenu par habitant de l'année n-1 (critère légal)
 - 20% : Potentiel financier par habitant de l'année n-1 (critère légal)
 - 25% : Evolution des CFE, IFER, TASCOT
 - 25% : Evolution de la CVAE
 - 10% : Evolution du nombre de logements
 - La définition de l'enveloppe de la programmation pluriannuelle des investissements, de la part des reversements aux communes pour l'investissement et pour la voirie, et de la part à charge des communes dans les projets communs est renvoyée au dernier trimestre.
- b. L'actualisation du projet de territoire : deux forums réunissant les conseillers communautaires volontaires se sont réunis, des mini-enquêtes ont été conduites

auprès d'habitants, et tous les maires ont été interrogés. Un avant-projet est actuellement soumis au Conseil de développement de la CPS, un troisième forum doit avoir lieu le 9 octobre, et des réunions publiques sont prévues sur six semaines en vue d'associer la population à ce nouveau projet de territoire, qui doit finalement être adopté par le conseil communautaire le 15 décembre.

- c. Un groupe de travail a été mis en place pour proposer un nouveau schéma de mutualisation des services 2021-2023. Le renforcement des dispositifs de mutualisation est un des axes forts du développement des intercommunalités. Aujourd'hui six domaines existent : Instruction des autorisations d'urbanisme, Hygiène et sécurité au travail, Systèmes d'informations, Ingénierie technique, Finances volet fiscalité, Commande publique.

La commune de Chilly-Mazarin n'était adhérente que du service Commande publique et Finances volet fiscalité, et y recourait très peu : sa participation a été réactivée. La commune a adhéré au service d'Hygiène et sécurité au travail qui va s'élargir à « Santé au travail » (18 autres communes adhérentes) et envisage de rejoindre le service « Systèmes d'information » (23 communes adhérentes).

- d. Le conseil de développement (CODEV), dont la création est obligatoire, a été mis en place. Il est chargé de formuler des avis ou des propositions sur tout sujet d'intérêt général, et notamment sur le projet de territoire, et la conception et l'évaluation des politiques de l'agglomération. Chilly-Mazarin y est représentée par Christian Proponet.

II. La mise en œuvre des politiques

La communauté a progressé sur la définition de ses axes politiques

1. En matière de développement durable

- a) La Communauté d'agglomération a élaboré un Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) en vue de mettre en place une politique de lutte contre les nuisances sonores à l'échelle du territoire. Le PPBE définit les actions locales pour prévenir et réduire, si nécessaire, le bruit dans l'environnement et pour protéger les zones calmes. Ce dispositif vise donc une approche globale dans la lutte contre le bruit, en assurant une cohérence entre les différentes politiques (urbanisme, déplacement, prévention des nuisances...) autour de 3 axes :
- axe 1 : réduire le bruit à la source ;
 - axe 2 : intégrer l'enjeu du bruit dans les projets urbains, les projets d'aménagement et les travaux d'amélioration de l'habitat ;
 - axe 3 : améliorer la connaissance, informer et sensibiliser.
- b) La communauté a engagé l'élaboration d'un plan Air et d'une zone à faibles émissions-mobilités. Compte tenu de la part de la population exposée au dioxyde d'azote, la communauté se trouve dans l'obligation de mettre en œuvre une telle zone (ZFE-m)

pour protéger sa population. Une convention signée avec l'organisme de surveillance de la qualité de l'air en région Île-de-France, Air Paris, prévoit un appui sur l'analyse des particules fines, l'élaboration d'un plan Air renforcé et la préfiguration de la ZFE.

- c) Le Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) est un nouveau dispositif lancé par circulaire du premier ministre en date du 20 novembre 2020, pour recenser les différents financements des communes et des intercommunalités dans un contrat cadre, officiellement afin de s'assurer de la cohérence entre les politiques locales et nationales. Les projets doivent être identifiés pour la 1ère phase (2021-2022) puis pour la 2ème (2023-2026). Le conseil communautaire du 30 juin dernier a adopté la convention d'initialisation qui fixe la feuille de route en vue d'élaborer le CRTE d'ici la fin de l'année. D'ores et déjà la commune de Chilly-Mazarin a fait inscrire la résorption de la congestion du secteur A6/A10/A126/N20/D118/D120 au nombre des objectifs partagés des politiques publiques.
- d) Le Président de la CPS a souhaité confier des missions thématiques à des conseillers communautaires. Il a ainsi confié à Jean-Pierre Cruse une mission sur la lutte contre l'artificialisation des sols à l'échelle du territoire (objectif zéro artificialisation), qui est également un des objectifs inscrits dans la convention d'initialisation du CRTE.

2. En matière de transport

- a) La Communauté d'agglomération s'engage dans la révision du Schéma directeur communautaire des circulations douces, tandis qu'une large majorité des communes du territoire va initier l'élaboration ou l'actualisation de ses plans vélos. Un groupement de commandes est donc constitué pour apporter un soutien en ingénierie à ces travaux, faire émerger des plans vélos cohérents et coordonnés, tout en mutualisant les ressources financières. La commune de Chilly-Mazarin s'inscrit dans cette démarche.
- b) Le marché avec les transporteurs assurant les services de navettes de la communauté d'agglomération doit être renouvelé avant la fin de l'année. D'ores et déjà il apparaît que pour assurer le développement des navettes sur le territoire, la clé de financement sera à l'avenir de 50-50 entre la CPS et les communes (au lieu de 80 % CPS - 20 % aux communes, pour celles de l'ancienne Europ'Essonne comme Chilly-Mazarin). Par ailleurs, malgré le surcoût, la commune souhaite que les véhicules à moteur thermique soient remplacés par des véhicules à gaz naturel (GNV) qui émettent moitié d'oxyde d'azote et 90 % de particules fines en moins.
- c) La CPS a engagé des études qui s'inscrivent dans le contexte du Plan de Déplacements Urbains Ile-de-France, prévoyant l'aménagement de pôles d'échanges multimodaux de qualité. Chilly Mazarin a proposé sa candidature pour son pôle Gare compte tenu de l'importance de cette zone dans le contexte de l'arrivée du Tram Train en 2023.
Les objectifs poursuivis consistent à promouvoir une politique équilibrée des transports et des déplacements, soutenir un développement urbain maîtrisé en luttant contre l'étalement et en répondant aux exigences de constructions inscrites

dans les documents de programmation régionaux, faciliter l'activité des entreprises et maintenir les commerces de proximité.

Le cahier des charges (CCTP) a été rédigé en juin dernier et soumis à IDFM en vue d'un financement.

3. Le développement économique :

- a) La participation de la communauté au « fonds de résilience » mis en œuvre par la région Ile-de-France s'est poursuivie et a permis d'aider 8 entreprises de Chilly-Mazarin par des avances remboursables, pour un montant total de 204 890 €.

Par ailleurs, les aides à l'immobilier d'entreprise ont touché 50 commerçants de Chilly-Mazarin qui ont bénéficié de l'aide aux loyers, pour un montant total de 189 076 €.

- b) Les études "Schéma de l'offre économique" et "Stratégie de développement commercial », engagées à l'échelle intercommunale avec la Banque des Territoires par le cabinet Lestoux et associés pour l'opération de revitalisation de territoire, devraient prochainement être remises. Cette analyse des commerces sera précieuse pour l'élaboration du PLU : elle conduit d'ores et déjà à viser l'arrêt de la dissémination de l'offre de commerces et à privilégier le renforcement du cœur de Ville.

4. Les déchets :

19 des 27 communes de la communauté relèvent d'un même syndicat, le SIOM. Pour Chilly-Mazarin, comme pour Massy, Verrières-le-Buisson et Wissous, la collecte est gérée par la CPS, et le tri et le traitement des déchets sont confiés à un syndicat mixte spécialisé, le SIMACUR, dont la commune était membre. Les apports en déchetterie se font à Morangis, dans une installation du SIREDOM. Une étude financée par la CPS a été menée sur le fonctionnement du Siredom. Cette étude ne relève pas les défauts de fonctionnement de la déchetterie pourtant répétitifs. De ce fait, la question du maintien du lien entre cette installation et Chilly-Mazarin se pose.

5. L'eau potable :

La délégation de service public de Chilly-Mazarin prendra fin en 2022, comme celle de deux autres communes, ce qui a pour conséquences :

- La réalisation d'un audit de fin contrat qui a apprécié l'état du réseau,

- La nécessité de définir quel sera le mode de gestion à l'avenir : gestion déléguée à un prestataire après mise en concurrence, adhésion des communes à un syndicat existant comme le SEDIF (Syndicat des eaux d'Ile-de-France auquel adhèrent cinq des communes de l'agglomération), gestion publique de la distribution de l'eau ... La commune de Chilly-Mazarin a demandé que la CPS puisse engager une étude de faisabilité d'un passage en gestion publique de la distribution de l'eau.
- Le rachat des compteurs : la CPS étant propriétaire du parc sur la plus grande partie de son périmètre et certains contrats de délégation parvenant à leur terme, il est apparu souhaitable de racheter le parc des compteurs qui ont vocation à rester en place après le renouvellement, c'est-à-dire ceux qui permettent la télérelève.

6. L'assainissement

a) L'arrivée à échéance des contrats de six villes soulève les mêmes questions que pour l'eau potable : analyse de l'existant par un audit, puis questions sur le mode de gestion qui doit être retenu à l'avenir.

b) Le ru du Bief : ce cours d'eau prend sa source sur Morangis et débouche dans l'Yvette à Chilly-Mazarin. Deux séries de problèmes sont signalées depuis quelques années sans avoir été traitées :

- la présence de pollutions récurrentes dues à des déversements d'hydrocarbures ou des rejets d'eaux usées, dont la ou les sources n'ont pas encore été identifiées,
- des inondations fortes de certains secteurs (terres blanches, rue de la fontaine-augère) en cas d'orages intenses, comme cela a été constaté par exemple le 11 août 2020. La municipalité a alors obtenu que les différentes parties en cause se concertent (Syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique de la vallée de l'Yvette, Communauté d'agglomération Paris-Saclay, Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre dit EPT 12, commune de Morangis) pour engager les études nécessaires. De premières investigations par caméras engagées par la CPS, ont montré la multiplicité des sources et l'état actuel du ru, busé sur une grande part. Ce constat a décidé le SIAHVY, la CPS et la Communauté Grand-Orly Seine Bièvre à lancer une étude globale, pour trouver des solutions à l'échelle du bassin versant, en partenariat avec les communes de Chilly-Mazarin et de Morangis. Dans l'immédiat un levé topographique va permettre de délimiter précisément l'ensemble du bassin versant, et le ru et ses principaux collecteurs d'eaux pluviales vont être dotés de 10 capteurs de hauteur et de vitesse pendant 11 mois (d'octobre 2021 à septembre 2022).

- c) Face à la prolifération de rats constatée sur l'ensemble du territoire, la CPS a signé un marché pour la maîtrise des populations de rongeurs dans les réseaux d'assainissement de la Communauté d'agglomération.

6. La transition numérique :

- a) Les communes ont des obligations réglementaires pour rendre publiques leurs données par voie électronique et pour transmettre la liste de leurs adresses au cadastre. L'adressage est un élément essentiel du déploiement de la fibre. Une mission a été confiée par la CPS à un prestataire (SOGEFI) qui aura pour objectif la mise en conformité de la « base adresse locale » pour un montant de 13128 € à diviser entre les communes. Objectif de fin : été 2022.
- b) Le déploiement de la fibre optique est une des priorités du schéma directeur du numérique de la CPS. L'objectif est d'assurer l'accès à la fibre, d'ici fin 2021, à l'ensemble des habitants et entreprises du territoire. Le déploiement est porté par divers prestataires, en fonction des bassins de vie et des décisions prises par les anciennes agglomérations (Europ'Essonne pour Chilly-Mazarin). Les opérateurs intervenant sur la ville sont le Sippérec via Covage, Free et Orange. Les élus se mobilisent pour résoudre au plus vite les difficultés rencontrées, très dommageables pour les habitants. Fin 2020, 90 % des 14 000 logements étaient raccordés à Chilly. L'objectif de 100 % fin 2021 reste une cible atteignable.